

Le mythe de la caverne et le débat public CIGEO

1- Des intentions très hétérogènes

Le principe humaniste défini par la loi, doit permettre au public de comprendre la question, de savoir en quoi un projet conséquent et porteur de craintes (associées à des risques visibles et invisibles) : il s'agit honnêtement d'informer, de communiquer et de dialoguer, rentrant dans les rôles de la commission « particulière », du débat public relatif au projet CIGEO. Il est possible d'examiner les intentions des différents acteurs qui sont concernés par ce débat, habilités à formuler des avis (dont un élément muet, l'environnement) ; parmi les acteurs principaux :

- L'Etat : L'idée est que l'on transforme une proposition sociotechnique, dite de « stockage pérenne » de déchets nucléaires très dangereux, en un processus intrinsèquement collectif, qui devra répondre de manière « une et indivisible » aux conséquences des choix opérés, en considérant les intérêts légitimes des citoyens directement affectés et de l'intérêt de la société dans son ensemble, en gérant les tensions entre les différentes parties prenantes. Dans sa logique d'action, l'Etat doit trouver une solution robuste dans la gestion des déchets qui tiendra compte d'une réalité (les déchets existent) et d'une crédibilité effective de la (des) solution(s) technique(s) proposée(s). D'ailleurs, sa confiance est limitée, sa responsabilité engagée dans un principe « sec » d'enfouissement puisqu'il a judicieusement prévu la mise en place de modes de réversibilité qui devraient permettre de ressortir pendant environ un siècle lesdits déchets. Outre la sécurité des citoyens, la protection de leur santé et de l'environnement, tout en soutenant les choix énergétiques passés, présents et futurs, le respect de nombreuses valeurs éthiques constitue (en principe) les fondements d'un comportement responsable : dignité humaine, liberté, intégrité et respect de la personne, la qualité de vie, la justice et l'équité, la transparence, etc.
- Le Maître d'Ouvrage (MO) : Chargé par l'Etat de proposer des choix répondant aux attentes précitées en définissant un projet d'ingénieurs suffisamment robuste pour engager l'opération d'enfouissement. La responsabilité du MO concerne la pérennité de l'opération, la maîtrise des risques, le « bien vivre » avec les riverains, etc.
- Les producteurs de déchets : Ce sont les producteurs qui doivent financer l'opération, et naturellement la recherche d'un coût minimal est l'objet compréhensible de leur attention.
- Les acteurs politiques locaux : Dans deux régions en décroissance, en jouant sur des fondements solidaires, en s'appuyant sur un imaginaire victimaire, le projet CIGEO peut autoriser une relance pour une survie du territoire grâce à un aménagement de son territoire, et l'arrivée opportune de financements liés au projet (avec le risque de perfusion financière).
- Les habitants des zones concernées : Dans ces zones à faible densité, qui disposent déjà d'un soutien financier du MO (à moins de 10 km de la zone du laboratoire), le retour sur leur possible « solidarité » va avec des inquiétudes sur la dégradation de l'image du territoire, sur l'afflux important de travailleurs extérieurs à l'espace rural, résidant dans des conditions non connues, sur le développement d'activités économiques, bref, sur le bien vivre ensemble avec le projet.
- Les opposants débato-sceptiques : Des associations crédibles jouent un rôle d'alerte pour les citoyens, tout en ne disposant pas de toute l'expertise du MO. Leur compétence s'appuie sur des experts dits « indépendants », disposant de savoirs techniques et d'une expérience en maîtrise des risques. A l'expérience de promesses non tenues, leur présence dans le débat est modeste.
- Les opposants irréductibles : Rejetant le nucléaire, en faible nombre, mais efficaces pour bloquer le débat public, ont empêché que se construise une vision entre les parties prenantes. Le radicalisme sur le nucléaire, pourtant accepté par le corps social, perturbe la

compréhension de CIGEO avec le risque de le rendre « acceptable » par réaction. L'environnement : Cet acteur muet (puisque chaque partie prenante s'exprime en son nom) concerne la possible pollution liée au projet, aujourd'hui et demain, l'évitement d'accidents graves, les dégâts liés à la présence de déchets nucléaires, avec l'idée responsable de laisser la planète plus propre après CIGEO.

Des dissonances et des consonances, des alliances possibles, des disjonctions illustrent de grandes hétérogénéités dans les postures des acteurs, leurs savoirs et savoir faire pour participer au débat, conduisant à des propositions finalement irréconciliables au moins parce que la confiance n'est plus. Traduites par une bipolarisation, des disjonctions vont à l'encontre de l'esprit du débat, le tout en présence de spectateurs muets, en grand nombre.

2- Des commentaires explorant le fiasco de la consultation publique

- Le temps politique exige que l'on prenne son temps pour délibérer pour explorer sereinement les considérations concurrentes ou opposées, mais toutes légitimes d'un projet irréversible, ambitieux et à risques élevés. Une planification méticuleuse, comprise, partagée par les citoyens est nécessaire.
- Dans ce projet, l'anticipation a été insuffisante pour la gestion des déchets avec une séquentialisation des décisions, reportant à plus tard celles considérées comme moins urgentes. Aujourd'hui, CIGEO est à notre porte, surchargeant d'autres choix décisifs avec des options en surnombre ajournées et qui posent question. Le projet est ainsi soumis à des failles techniques et politiques.
- Or, organiser, avec de nombreuses impréparations, un débat de grande ampleur sur un thème peu familier jouant sur de possibles manifestations invisibles (la radioactivité) est, en dehors du respect réglementaire, une initiative téméraire, qui n'a pas intéressé les citoyens, conduisant à un échec dans la création du lien le plus consensuel possible avec le corps social.
- Le XXème siècle a été marqué par la prévision ; la modélisation mathématique laisse penser que ce qui est connu permet de prévoir le futur, on renvoie dans la subjectivité douteuse, les pressentiments et les impressions, rejetant encore une fois, le public en dehors du débat. Le rapport à l'objet du débat constitue un espace d'interdisciplinarité qui n'est pas suffisamment exploré.
- L'enjeu est de taille, un coût minimal colossal relativement au salaire moyen, et une absence de préparation au débat pour les citoyens. Sur quoi peut-on débattre quand la connaissance ne vous est pas rendue accessible (sans déformer la vérité) ? Que peut comprendre un français « de base » quand il constate que des experts crédibles (parce que choisis par la CPDP) ne sont pas d'accord entre eux et qu'il est impossible de voir se rapprocher le moindre point de vue !
- L'opération vise à réduire des risques connus liés à l'entreposage actuel pour un projet nouveau dans le monde. Pour parler d'une évaluation robuste des risques, il faut disposer d'éléments comparatifs. A part des essais sur maquettes froides, l'appui principal est la modélisation. Tous les paramètres sont-ils pris en compte ? Leurs possibles interdépendances ont-elles un effet sur la gestion maîtrisée des risques ? Or, le doute est compréhensible parce que nous n'avons pas de données crédibles sur un futur lointain.
- La connaissance fragmentaire des risques implique pour le projet une application du principe de précaution. Les débats ont concerné un engagement du public dans une approche gestionnaire et froide de l'évaluation du rapport bénéfices/risques, donnant l'impression que tout est sous contrôle.
- Les cahiers d'acteurs dans ce contexte de bipolarisation illustrent des processus d'arguments cumulatifs, produisant des affirmations dont aucune en elle-même peut ne rien prouver, mais dont l'accumulation est recherchée pour rendre plausible une thèse relativement à une autre.

- L'autorité des experts technologues limite le fonctionnement démocratique en imposant leurs visions (disjointes ?) au public qui n'a plus accès au processus décisionnel. Or, les questions de l'opinion (des opinions) ne sont pas celles des ingénieurs ; elles sont d'origine cognitive, voire spéculatives et globalisantes. Les réponses du MO ne peuvent pas être solidarisées des questions « citoyennes ». Il aurait fallu trouver un lieu d'échange pour apprécier les savoirs d'opinion à leur juste pertinence, à condition de vouloir les prendre au sérieux.
- Le véhicule de la confiance est en panne. Le discours rassurant, la syntaxe abstraite, la sémantique est incompréhensible pour beaucoup, sinon de manière superficielle. On adoucit le propos par des stratégies discursives d'euphémisation, on tente de rentrer dans des processus de désirabilité sociale (avec, en plus, un peu d'argent), pour rendre le projet « acceptable ». Comment croire les ingénieurs qui affirment que ce qui n'est pas connu aujourd'hui le sera quand les déchets arriveront (peut-être) sur le site de CIGEO ? Cette confiance est également en panne à cause de promesses réelles non tenues et de discours « langue de bois ».
- Le bilan de l'initiative est éthiquement maigre. Sur l'aspect opérationnel pour l'Etat, la pseudo-participation traduite par « suffisamment » de questions, de cahiers d'acteurs, etc., doit permettre une synthèse exportable. L'outil d'ingénierie sociale fonctionnera pour laisser penser à l'acceptation d'un public qui a peu participé.

Ces biais risquent d'occulter les valeurs élevées que la démocratie doit respecter pour ne s'appuyer que sur l'importance du développement économique (qu'il ne faut pas nécessairement rejeter). Moins le consensus sur les valeurs d'une société, illustré par le projet CIGEO, est prévisible, plus il devient ardu d'atteindre le moindre consensus social, suscitant l'adhésion. Il faut donc rechercher une auto-détermination éthique, et donc politique, visant l'élaboration d'objectifs durables d'une vraie utilité publique. En effet, la portée des décisions politiques ultérieures au débat, qui auront une incidence majeure et irréversible sur la Société, est considérée comme inacceptable par une partie de l'opinion, minoritaire dans la représentation démocratique. D'où l'intérêt d'une ouverture à toutes les parties prenantes pour gérer et rechercher les compromis associés au projet. Si le débat public, dans sa forme actuelle, ne permet pas d'engager la société vers un possible consensuel, il n'en reste pas moins que CIGEO est une forme d'utopisme grandiose de la techno-économie, difficile à apprécier pour un public non préparé à débattre et qui aurait souhaité disposer d'un vrai temps pour une information neutre et pour un débat serein. Le projet, vise bien à enterrer pour toujours des déchets bien gênants. Alors, d'un point de vue éthique, à quoi et à qui peut servir un tel débat public ?

Le mythe de la caverne, oui mais dans une nuit plutôt profonde !